

C onjoncture française



Environnement international de la France

Jusqu'à la mi-2010, les économies avancées continueraient de croître, mais à un rythme moins marqué qu'au troisième trimestre. Leur PIB augmenterait de 0,4 % en moyenne au cours des trois prochains trimestres, après une hausse de 0,5 % au troisième trimestre. Cette atténuation de la croissance s'explique par celle des mesures de relance, notamment avec le contre-coup des primes à la casse en Allemagne et aux États-Unis. La demande étrangère adressée à la France s'atténuerait également : elle progresserait d'environ 1,5 % par trimestre jusqu'à mi-2010, après +2,4 % au troisième trimestre.

Les économies avancées ont rebondi au troisième trimestre

Au troisième trimestre, les économies avancées ont crû à nouveau après cinq trimestres de récession. Ce rebond de l'activité, de +0,5 % après 0,0 % au deuxième trimestre, traduit une hausse marquée de la demande des ménages. Ainsi, la consommation a nettement augmenté au Japon et aux États-Unis, grâce notamment au soutien des mesures de relance. En particulier, la prime à la casse mise en œuvre durant un mois cet été aux États-Unis a généré une hausse de 31 % des imma-

triculations américaines au troisième trimestre. L'investissement résidentiel a également progressé, en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les économies avancées ont de nouveau tiré profit du dynamisme des importations des principaux pays émergents. Toutefois, la hausse de leur activité s'est également traduite par une hausse de leurs importations au troisième trimestre. De ce fait, les échanges extérieurs ont légèrement pesé sur la croissance de l'activité au deuxième trimestre. Le Japon, dont la croissance est très dépendante du commerce extérieur, a de nouveau profité du dynamisme des importations des pays asiatiques, mais également du rebond des importations des autres économies avancées.

En revanche, les entreprises des économies avancées ont continué de réduire leurs dépenses d'investissement au troisième trimestre. Malgré l'amélioration de leurs perspectives de débouchés, elles sont restées confrontées à d'importantes surcapacités de production et à des niveaux de stocks jugés trop élevés. De plus, leurs conditions d'accès au crédit ont continué de se dégrader. Enfin, la crise du marché immobilier commercial, aux États-Unis et au Royaume-Uni notamment, a également pesé sur l'investissement non résidentiel.

Tableau 1

Équilibre ressources-emplois en volume des économies avancées :

en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles			
	2008				2009				2010		2007	2008	2009	2010 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
PIB	0,4	-0,2	-0,6	-1,8	-2,0	0,0	0,5	0,5	0,4	0,4	2,4	0,3	-3,6	1,2
Consommation privée	0,2	-0,4	-0,4	-0,7	-0,4	0,0	0,4	0,2	0,1	0,2	2,0	0,0	-1,0	0,5
Consommation publique	0,5	0,6	0,7	0,6	0,0	1,0	0,4	0,7	0,7	0,6	1,8	2,3	2,1	2,2
Investissement	-0,3	-1,0	-2,1	-4,4	-8,4	-2,8	-0,6	-0,4	0,1	0,6	1,3	-3,1	-14,9	-0,8
Exportations	1,7	0,6	-1,1	-7,0	-10,4	-0,2	3,6	2,9	1,9	1,8	6,9	3,1	-14,7	7,1
Importations	0,8	-1,3	-0,1	-4,2	-10,0	-3,4	3,4	1,9	1,5	1,6	2,8	-1,1	-14,7	5,0
<i>Contributions à la croissance</i>														
Demande intérieure hors stocks	0,2	-0,3	-0,6	-1,2	-1,6	-0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	2,0	-0,1	-2,9	0,7
Variations de stocks	0,1	-0,3	0,2	0,0	-0,5	-0,4	0,3	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,7	0,2
Extérieur	0,2	0,3	-0,2	-0,6	0,0	0,6	-0,1	0,2	0,0	0,0	0,5	0,6	0,1	0,3

Prévision

Sources : instituts statistiques nationaux, FMI, calculs Insee

Le soutien des plans de relance s'atténuerait progressivement

La plupart des gouvernements des économies avancées ont mis en œuvre en 2009 des plans de relance qui continueraient de soutenir l'activité à l'horizon de la prévision. Toutefois, l'impact de ces mesures sur la croissance s'estomperait au cours des prochains trimestres. Les principales mesures qui affecteraient encore la demande sont les mesures de soutien direct au pouvoir d'achat des ménages, les mesures sectorielles et la montée en charge des dépenses d'investissement public.

Aux États-Unis, les mesures de soutien au pouvoir d'achat auraient un fort impact jusqu'à la mi-2010. Les ménages américains continueraient de bénéficier de crédits d'impôts substantiels ; en outre, les durées des allocations chômage ont été récemment prolongées et la couverture maladie des chômeurs étendue. En Allemagne également, les ménages bénéficieraient de nouvelles réductions d'impôts sur le revenu au premier semestre 2010. En revanche, au Royaume-Uni, le relèvement de la TVA programmé au 1^{er} janvier 2010 grèverait le pouvoir d'achat des ménages britanniques. En Espagne enfin, la distribution de chèques aux chômeurs soutiendrait ponctuellement le pouvoir d'achat des ménages au quatrième trimestre 2009 ; mais au premier semestre 2010 l'arrêt des réductions d'impôts mises en place en 2008 affecterait le pouvoir d'achat.

Les mesures sectorielles comme les primes à la casse ont eu leur plus fort impact sur la consommation aux deuxième et troisième trimestres 2009. Le contrecoup de ces mesures, qui ont expiré au cours du troisième trimestre aux États-Unis et en Allemagne, pèserait sur les achats de véhicules. En particulier, la consommation automobile allemande a déjà fortement reculé au troisième trimestre. Au quatrième trimestre, l'effet de contrecoup se poursuivrait en Allemagne de même qu'il pèserait sur la consommation des ménages américains. La prolongation de la prime à la casse en Espagne repousserait le contrecoup de quelques trimestres et continuerait de soutenir les immatriculations dans ce pays. Aux États-Unis, le crédit d'impôt à l'achat de logements, étendu jusqu'au deuxième trimestre 2010, continuerait également de soutenir quelque peu l'investissement résidentiel.

Enfin, les dépenses d'investissement public prévues dans les plans de relance continueraient de croître à l'horizon de la prévision. Elles accéléreraient aux États-Unis et continueraient d'augmenter à un rythme soutenu en Allemagne et en Espagne.

Les marchés financiers se sont normalisés mais les conditions de financement des agents privés restent défavorables

Les marchés interbancaires ont achevé leur normalisation au troisième trimestre. Ainsi, les primes de risque que les banques se facturent entre elles sont revenues à leur niveau de début 2007 aux États-Unis et s'en rapprochent en zone euro. Ces primes sont mesurées par les écarts de taux entre les prêts à trois mois accordés aux banques commerciales et les prêts à trois mois accordés aux États.

La normalisation des marchés interbancaires se répercute progressivement sur les taux d'intérêt que les banques pratiquent vis-à-vis des ménages et des entreprises : ils ont nettement baissé depuis le point haut atteint après la faillite de Lehman Brothers. De même, le nombre de banques déclarant durcir leurs conditions de financement a nettement diminué, même si elles sont toujours majoritaires aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en zone euro.

Le coût du financement obligataire des entreprises s'est stabilisé depuis août. En Allemagne comme aux États-Unis, il se situe désormais sous le niveau d'avant la faillite de Lehman Brothers, mais reste néanmoins supérieur à celui en vigueur début 2007.

Au total, les conditions de financement des entreprises et des ménages continueraient de s'améliorer au quatrième trimestre. Elles resteraient toutefois nettement moins favorables qu'avant la crise. La normalisation des marchés immobiliers résidentiels, aux États-Unis et au Royaume-Uni notamment, réduirait la pression supportée par les bilans des banques et accélérerait la normalisation du système financier. À l'inverse, l'augmentation du nombre de défauts qui touchent les financements de projets immobiliers commerciaux demeure un risque de détérioration des bilans bancaires et, partant, de dégradation des conditions de financement des agents privés.

La reprise du commerce mondial se confirme

Au troisième trimestre 2009, le commerce mondial a rebondi. Au deuxième trimestre, le rebond des importations des pays émergents avait limité la contraction du commerce mondial. Au troisième trimestre, les importations des économies avancées ont à leur tour renoué avec la croissance, en lien avec le rebond de leur demande intérieure, alors que les échanges extérieurs des pays émergents sont restés dynamiques.

Ce rebond du commerce mondial se poursuivrait au quatrième trimestre comme en témoigne la composante « commandes à l'exportation » de l'enquête auprès des directeurs d'achats. En novembre, ceux-ci continuent de signaler une croissance marquée du commerce mondial. Toutefois, cette croissance se modérerait progressivement à l'horizon de la prévision, en cohérence avec un léger ralentissement de l'activité des principales économies avancées.

La croissance des économies avancées se modérerait quelque peu

Au début du quatrième trimestre 2009, les entreprises des économies avancées indiquent que le climat des affaires continue de s'améliorer (graphique 1). Au mois d'octobre, les directeurs d'achats ont de nouveau signalé une expansion de l'activité dans l'industrie comme dans les services. Toutefois, la croissance du PIB s'inscrirait légèrement en retrait par rapport au troisième trimestre, notamment parce que le soutien des plans de relance s'estomperait. Au total, le PIB des économies avancées croîtrait d'environ 0,4 % par trimestre jusqu'à mi-2010 (après +0,5 % au troisième trimestre).

Les entreprises achèveraient d'ajuster leurs facteurs de production

L'ajustement de l'emploi et de la demande des entreprises à l'œuvre depuis le début de la récession serait moins fort, notamment parce que les perspectives de débouchés des entreprises continuent de s'améliorer. En particulier, l'emploi se stabilise-

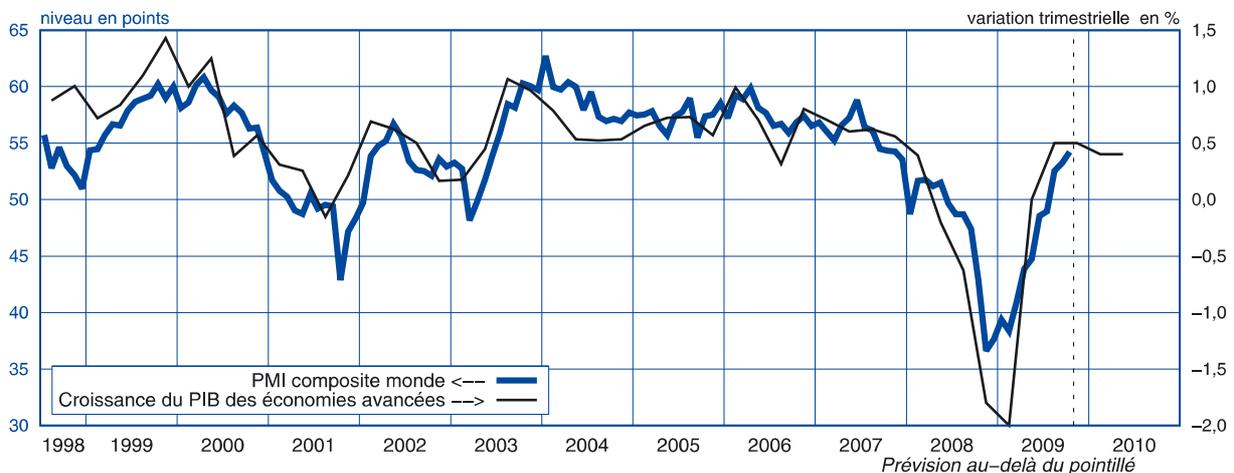
rait progressivement aux États-Unis, où les entreprises ont quasiment achevé de restaurer leur productivité. Dans les pays où les entreprises ont massivement utilisé des mesures de chômage partiel, comme l'Allemagne et l'Italie, l'emploi tendrait à se stabiliser avec la reprise de l'activité.

Parallèlement, l'amélioration des perspectives de débouchés et la détente des conditions de financement pousseraient les entreprises à réduire le déstockage et à investir davantage. Toutefois, leur demande ne croîtrait que modérément parce que les surcapacités de production restent importantes et que les conditions de financement sont encore défavorables, en particulier pour les petites entreprises dont le financement s'effectue essentiellement par le canal bancaire.

La demande des ménages en croissance modérée

Après avoir rebondi au troisième trimestre, la consommation des ménages des économies avancées croîtrait plus modérément à l'horizon de la mi-2010. En effet, les revenus d'activité des ménages resteraient peu dynamiques à l'horizon de la prévision, et l'inflation, bien que modérée, pèserait sur leur pouvoir d'achat. De plus, le soutien des mesures de relance s'estomperait dans certains pays, notamment en Espagne, au Japon et au Royaume-Uni. Enfin, la fin des mesures incitatives, qui ont poussé les ménages à anticiper certains achats, aurait des effets de contrecoup importants sur la consommation. L'expiration des primes à la casse se traduirait par un net repli de la consommation automobile américaine au quatrième trimestre et continuerait de peser sur les immatriculations allemandes au premier semestre 2010. Au Royaume-Uni, le relèvement de la TVA, au 1^{er} janvier 2010, soutiendrait ponctuellement la

1 - La reprise des économies avancées se confirme



Sources : Data Insight, Markit, calculs Insee

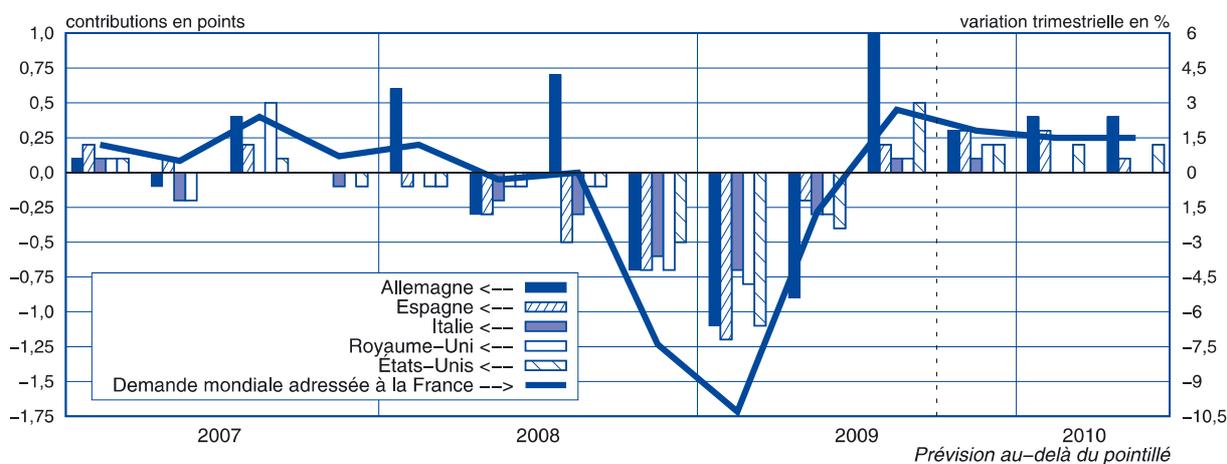
consommation des ménages qui anticiperaient leurs achats au quatrième trimestre, mais entraînerait également un net repli de la consommation au premier trimestre 2010.

Rebond de la demande mondiale adressée à la France

La France bénéficierait du dynamisme du commerce mondial à l'horizon du deuxième trimestre 2010 (cf. graphique 2). La demande mondiale

adressée à la France, c'est-à-dire les importations de nos partenaires commerciaux pondérées par leur poids dans nos exportations, continuerait à augmenter. Cependant, sa croissance serait plus modérée qu'au troisième trimestre 2009, en ligne avec l'activité de nos principaux partenaires commerciaux. Au total, la demande mondiale adressée à la France croîtrait d'environ 1,5 % par trimestre à l'horizon de la prévision, soit à son rythme de longue période, après une hausse de 2,4 % au troisième trimestre.

2 - Rebond des importations de nos principaux partenaires commerciaux



Note de lecture : La courbe représente la croissance trimestrielle de la demande mondiale adressée à la France. Les barres représentent les évolutions des importations des pays en volume pondérées par leur part dans les exportations de la France (la somme des poids de ces cinq pays représente près de la moitié des exportations françaises).
Sources : Data Insight, calculs Insee

Échanges extérieurs

Entre le quatrième trimestre 2009 et la mi-2010, les exportations continueraient d'augmenter, mais de façon de moins en moins soutenue. Leur hausse serait modérée par le retour progressif du commerce mondial à sa croissance de moyenne période, après son fort rebond du troisième trimestre. L'appréciation de l'euro pénaliserait également la compétitivité-prix des exportations. À l'issue du premier semestre 2010, l'acquis de croissance des exportations serait néanmoins nettement positif (+4,1 % après une baisse de 10,8 % en 2009).

Les importations seraient plus dynamiques qu'au troisième trimestre 2009 où elles ont légèrement rebondi, en lien avec l'amélioration de la demande intérieure. Leur acquis de croissance mi-2010 serait également positif (+2,2 %, après -9,9 % en 2009). Avec la remontée des importations, la contribution des échanges extérieurs à la croissance serait proche de zéro sur l'ensemble de l'horizon de prévision.

Les exportations resteraient dynamiques mais leur hausse s'atténuerait progressivement

Au troisième trimestre 2009, les exportations françaises de biens et services ont été dynamiques (+2,3 %, cf. tableau), notamment celles de biens

manufacturés et plus particulièrement d'automobiles. Les exportations avaient déjà rebondi quelque peu au deuxième trimestre 2009, contribuant à la reprise de l'activité en France. Au quatrième trimestre 2009 et jusqu'à la mi-2010, elles continueraient d'augmenter. Mais leur croissance serait plus modérée, dictée par celle des exportations manufacturières.

Les exportations de produits manufacturés avaient davantage pâti de l'effondrement des échanges internationaux au tournant de l'année 2009 ; elles ont rebondi nettement dès le deuxième trimestre 2009 (+3,9 %), et ce alors même que le commerce mondial était toujours en recul (-0,8 % selon le *Centraal Plan bureau* néerlandais). Les exportations françaises en produits manufacturés ont été soutenues par les primes à la casse instaurées dans de nombreux pays, et particulièrement en Allemagne, premier partenaire commercial de la France. Mais, elles ont également bénéficié du rebond des échanges internationaux à partir du troisième trimestre 2009.

Au quatrième, l'indice de commandes à l'exportation françaises auprès des directeurs d'achats⁽¹⁾ et les enquêtes de conjoncture laissent augurer une nouvelle hausse des exportations manufacturières. Mais cette hausse s'atténuerait progressivement

(1) Enquête Purchasing Managers Index.

Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles						Variations annuelles		
	2009				2010		2008	2009	2010 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Exportations									
Ensemble des biens et services	-7,4	0,6	2,3	1,3	1,0	1,0	-0,6	-10,8	4,1
Produits manufacturés (67 %*)	-9,6	1,3	3,9	2,1	1,5	1,4	-1,9	-13,4	6,5
Importations									
Ensemble des biens et services	-6,0	-2,6	0,4	1,3	1,0	0,9	0,6	-9,9	2,2
Produits manufacturés (66 %*)	-8,0	-2,5	1,6	2,4	1,6	1,4	-0,3	-13,1	4,7
Contribution du commerce extérieur au PIB	-0,2	0,9	0,4	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,4

Prévision

* Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales.

Source : Insee

jusqu'à la mi-2010. En effet, la demande mondiale adressée à la France reviendrait à sa croissance de moyenne période (cf. graphique 1) dans le sillage du commerce mondial. De plus, l'appréciation de l'euro, amorcée depuis le début de l'année 2009, pénalise la compétitivité-prix des exportations françaises et tempérerait également leur hausse.

Les ventes d'énergie rebondiraient légèrement au quatrième trimestre. Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires, dont la croissance a repris depuis le deuxième trimestre 2009, se maintiendraient en légère hausse sur l'ensemble de l'horizon de prévision. Enfin, les exportations de services renoueraient avec la croissance début 2010.

Au total, la baisse des exportations de biens et services en 2009 serait la plus importante enregistrée depuis la fin de la seconde guerre mondiale, tout comme celle des biens manufacturés. Mais, mi-2010, l'acquis de croissance des exportations serait nettement positif (+4,1 % après -10,8 % en 2009).

Les importations croîtraient également jusqu'à la mi-2010, en ligne avec le redressement de la demande intérieure

Les importations de biens et services n'ont que légèrement rebondi au troisième trimestre 2009 (+0,4 %, cf. tableau). En effet, la demande française⁽²⁾, qui détermine en partie l'évolution des im-

(2) La demande française considérée ici, dite « pondérée », est calculée en pondérant chaque poste de la demande (demande des entreprises, demande des ménages, de-

portations, est restée faible : malgré le rebond des exportations, l'investissement des entreprises a continué de se replier tandis que la consommation a stagné.

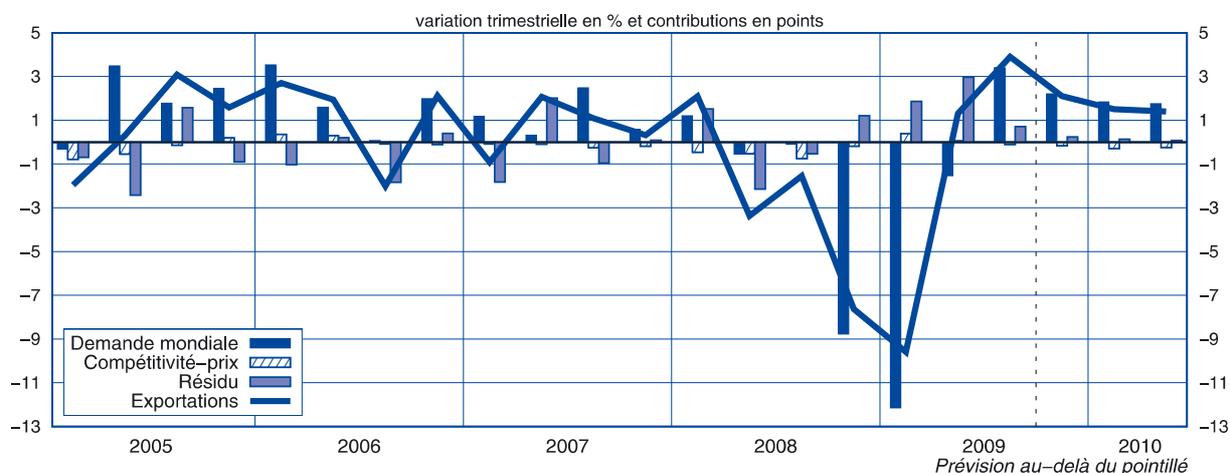
Les importations manufacturières ont cependant rebondi plus fortement que les importations totales au troisième trimestre 2009, soutenues par les achats d'automobiles notamment. Du quatrième trimestre 2009 au deuxième trimestre 2010, elles seraient plus dynamiques : elles profiteraient de l'amélioration de la demande française (cf. graphique 2), et notamment du redressement progressif de l'investissement des entreprises.

Au quatrième trimestre 2009, les importations de produits énergétiques se redresseraient du fait notamment du déficit de production d'électricité prévu dans certaines centrales françaises. Les importations de produits agricoles et agroalimentaires repartiraient à la hausse début 2010. Les importations de services, en baisse depuis fin 2007, reculeraient encore fin 2009-début 2010 puis retrouveraient un peu de dynamisme au deuxième trimestre.

En net recul sur l'ensemble de l'année 2009 (-9,9 %), les importations totales présenteraient un acquis de croissance positif à l'issue du premier semestre 2010 (+2,2 %), mais moins élevé que celui des exportations.

Au total, avec la remontée des importations et la modération des exportations, le commerce extérieur aurait une contribution comptable à la croissance neutre à partir du quatrième trimestre 2009. ■

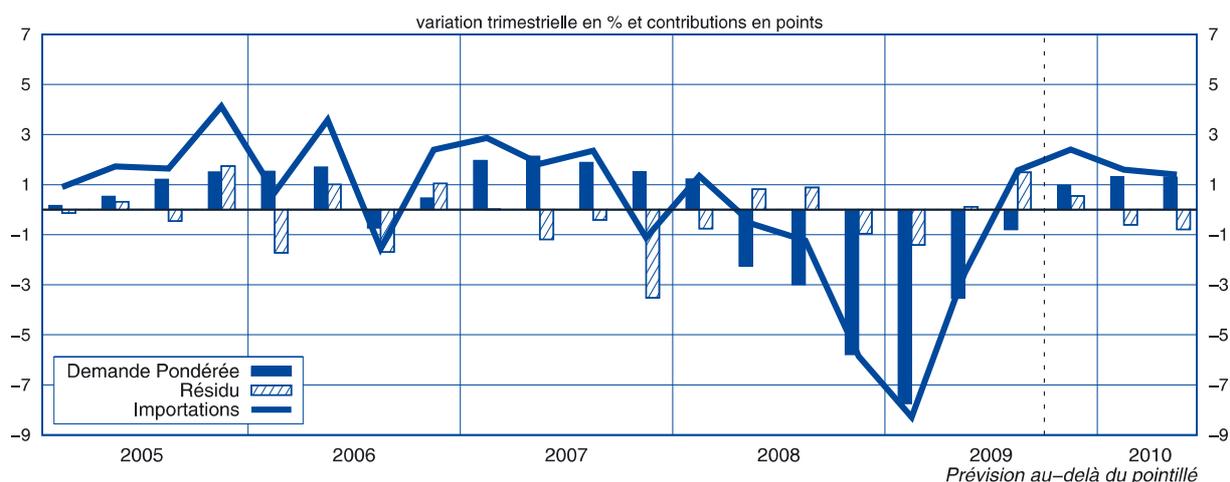
1 - Exportations de produits manufacturés et contributions économétriques



Note de lecture : la courbe représente la croissance trimestrielle des exportations en produits manufacturés en volume. Celle-ci est modélisée par une relation économétrique faisant intervenir la demande mondiale, le taux de change effectif réel de la France (indicateur de compétitivité-prix) et une tendance temporelle dont la contribution, constante, n'est pas reportée ici. Les barres représentent les contributions de chacune de ces variables au taux de croissance des exportations manufacturières, ainsi que celle du résidu de l'équation économétrique. Par exemple, au troisième trimestre 2009, les exportations de produits manufacturés ont augmenté de 3,9 % : l'impact de la demande mondiale est évalué à 3,4 points, celui de la compétitivité-prix à -0,1 point. Le résidu contribue à hauteur de 0,7 point.

Source : Insee

2 - Importations de produits manufacturés et contributions économétriques



Note de lecture : la courbe représente la croissance trimestrielle des importations en produits manufacturés en volume. Celle-ci est modélisée par une relation économétrique faisant intervenir la demande adressée par la France à l'étranger et une tendance temporelle dont la contribution, constante, n'est pas reportée ici. La compétitivité-prix à l'importation ne rentre pas dans le modèle. Les barres représentent les contributions de cette variable au taux de croissance des importations manufacturières, ainsi que celles du résidu de l'équation économétrique.

Source : Insee

Pétrole

Depuis la fin de l'année 2008, les prix du pétrole ont doublé : partant d'un point bas à 40 \$ le baril, ils sont remontés aux alentours de 80\$ à la mi-octobre. Dans notre scénario, le prix du pétrole fluctuerait autour de 80\$ le baril jusqu'à la mi-2010. Le marché serait globalement équilibré à l'horizon de la prévision et les variations de la demande prévues dans notre scénario seraient absorbées sans tensions majeures par une hausse de la production. Ainsi, au quatrième trimestre, le marché pétrolier serait en léger déficit puis il se détendrait progressivement au premier semestre 2010. Ce scénario est entouré d'une forte incertitude, liée à la volatilité des prix du pétrole à court terme.

Au troisième trimestre 2009, l'offre de pétrole a été légèrement déficitaire

Au troisième trimestre, les cours du pétrole de la mer du Nord (Brent) ont augmenté pour atteindre 68,3 \$, après 58,7 \$ au deuxième trimestre (cf. tableau). Cette hausse peut être reliée au déficit d'offre de 100 000 barils par jour (bpj) observé sur le marché pétrolier au troisième trimestre. En effet, la consommation mondiale de pétrole a augmenté, particulièrement en Asie en lien avec le rebond de l'activité, mais également dans la plupart des pays développés. Les stocks de pétrole de l'OCDE

ont ainsi légèrement diminué pour la première fois depuis deux ans (60 jours de consommation contre 62 jours au deuxième trimestre).

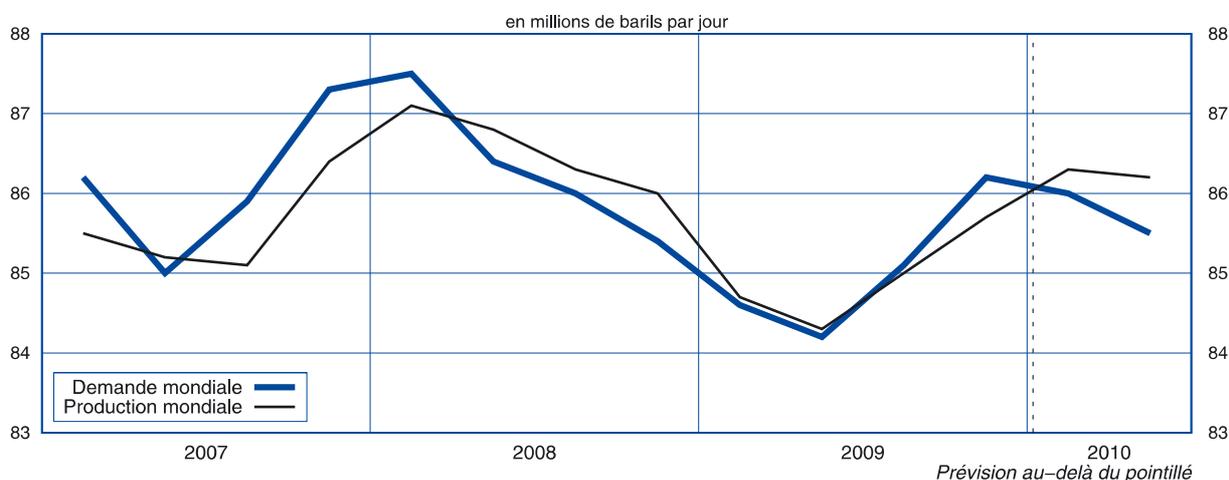
Au quatrième trimestre, le marché du pétrole se resserrerait de nouveau

Au quatrième trimestre, le marché serait de nouveau déficitaire : aux 100 000 bpj de déficit du troisième trimestre, s'ajouteraient 400 000 bpj.

Pourtant, l'offre mondiale de pétrole augmenterait de 700 000 bpj pour s'établir à 85,7 millions de bpj (cf. graphique 1), en raison principalement d'une hausse de la production des pays non-Opep (+500 000 bpj). Dans les pays de l'Opep, la production de gaz naturel liquéfié augmenterait de nouveau. De plus, la discipline a eu depuis quelques mois tendance à se relâcher au sein du cartel et la production de pétrole de l'Opep a légèrement augmenté en octobre.

Mais la demande mondiale de pétrole augmenterait plus fortement que l'offre (+1,1 million de bpj). Dans les pays de l'OCDE, l'augmentation est estimée à 1,4 million de bpj au quatrième trimestre, avec l'arrivée de l'hiver dans l'hémisphère nord. En octobre, aux États-Unis, les livraisons de produits pétroliers au commerce de détail, un indicateur de la demande, sont d'ailleurs revenues à leur

1 - Production et demande mondiales de pétrole trimestrielles hors stocks



Source : AIE, calculs Insee

niveau de l'année précédente, après avoir fortement chuté au premier semestre. À l'opposé, les pays en développement réduiraient leur consommation de 300 000 bpi, en raison d'une baisse saisonnière de l'activité, malgré la hausse persistante de la demande chinoise. Celle-ci atteindrait 9 millions de bpi. Ainsi, en octobre, les importations chinoises ont augmenté de 700 000 bpi (+19,7% en glissement annuel ; cf. graphique 2).

Au premier semestre 2010, le marché se détendrait

Au premier trimestre, le marché deviendrait excédentaire (+300 000 bpi) en raison d'une légère baisse de la demande et d'une hausse de l'offre. Cette dernière interviendrait dans les pays non Opep. En effet, la production des exploitations *off-shore* au Brésil monterait en régime et, en Azerbaïdjan, la mise en route d'une nouvelle plateforme viendrait également accroître l'offre.

Au deuxième trimestre, le marché se détendrait davantage (+700 000 bpi d'excédent), la demande se repliant davantage que l'offre. La demande re-

culerait de 500 000 bpi. Celle des pays de l'OCDE se replierait avec la fin de l'hiver (-1,7 million de bpi). À l'opposé, la consommation des pays en développement croîtrait (+1,2 million de bpi), car l'activité y accélère traditionnellement à cette saison. Parallèlement, l'offre ne diminuerait que de 100 000 bpi.

Un baril de Brent à 80 \$ à l'horizon de la mi-2010

Au total, le marché du pétrole serait proche de l'équilibre sur les trois trimestres de notre prévision. Dans notre scénario, le prix du pétrole fluctuerait autour de son niveau observé récemment, soit 80 \$ le baril de Brent (cf. tableau). Cependant, un essoufflement de la demande de la Chine ou un relâchement supplémentaire de la discipline au sein de l'Opep pourrait favoriser une baisse des prix. À l'inverse, alors que le scénario table sur une reprise progressive de la demande dans les pays avancés, une reprise économique plus vigoureuse, notamment aux États-Unis, pourrait tirer les prix à la hausse. ■

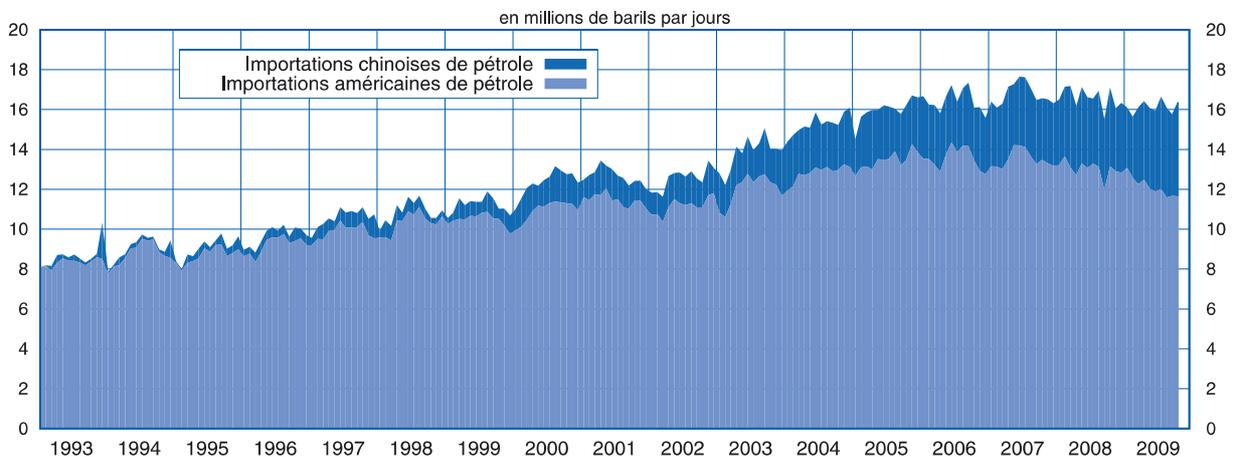
Prix du baril de Brent

	Données trimestrielles										Données annuelles		
	2008				2009				2010		2008	2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Baril de Brent en dollars	96,9	121,8	115,1	54,9	44,6	58,7	68,3	77,3	80,0	80,0	97,2	62,2	80,0
Taux de change euro-dollar	1,50	1,56	1,51	1,31	1,30	1,36	1,43	1,49	1,50	1,50	1,47	1,40	1,5
Baril de Brent en euros	64,6	78,1	76,3	41,3	34,2	43,0	47,7	51,8	53,3	53,3	65,1	44,2	53,3

■ Préviation

Sources : Financial Times, Eurosysteme, Insee

2 - Importations américaines et chinoises de produits pétroliers



Source : Datinsight

Prix à la consommation

En octobre 2009, l'inflation « sous-jacente » s'est réduite à 1,8 % après 2,2 % en juillet. Elle serait stable d'ici la fin de l'année et ne baisserait que très légèrement durant tout le premier semestre 2010. D'un côté, deux facteurs continuent de freiner les prix : faiblesse de la demande et niveau élevé du chômage, qui modère la progression des salaires. De l'autre, les perspectives d'un rebond modéré de l'activité soutiendraient les prix des matières premières. Cette hausse, conjuguée à celle des prix du pétrole amorcée depuis plusieurs mois, commencerait à diffuser ses effets aux prix à la consommation des produits manufacturés.

L'inflation d'ensemble, qui est remontée à -0,2 % en octobre, poursuivrait sa hausse jusqu'à 1,0 % en décembre 2009 puis 1,5 % en juin 2010, du fait notamment de la reprise de l'inflation énergétique. En outre, l'application de la taxe carbone au 1^{er} janvier 2010 rehausserait l'inflation d'ensemble de 0,3 point.

L'inflation « sous-jacente » diminuerait légèrement au premier semestre 2010 alors que l'inflation totale se redresserait nettement.

D'ici à la fin de l'année 2009, l'inflation « sous-jacente » se stabiliserait à 1,8 % en glissement annuel (cf. tableau). L'inflation « sous-jacente » est mesurée en retirant à l'indice d'ensemble les prix de

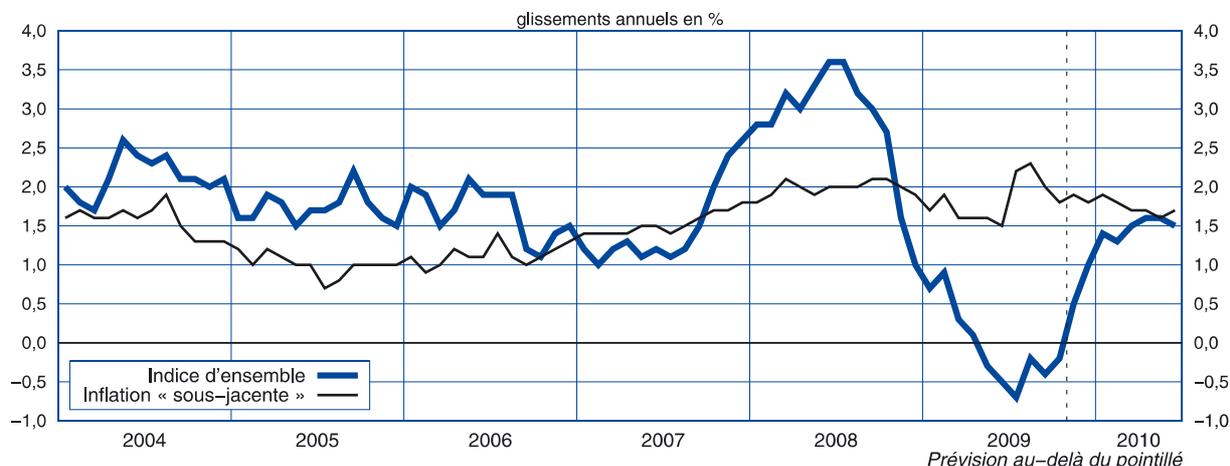
l'énergie, des produits frais, les tarifs publics et en corrigeant des mesures fiscales. Elle diminuerait très peu au premier semestre de 2010, à 1,7 % en juin (cf. graphique 1). Des pressions désinflationnistes continueraient de s'exercer sur les prix : faiblesse de la demande et niveau élevé du chômage, qui modère la progression des salaires. A contrario, le redémarrage de l'activité entraînerait une hausse des prix des matières premières. Cette hausse, ainsi que la remontée des prix du pétrole qui s'est amorcée depuis le début de l'année, commenceraient à diffuser leurs effets sur les prix à la consommation des produits manufacturés.

L'inflation d'ensemble se redresserait nettement, atteignant 1,0 % fin 2009 (cf. graphique 2), notamment en raison de la remontée des prix du pétrole. Elle atteindrait 1,5 % en juin 2010 en glissement annuel, tirée par la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires. En outre, l'application de la taxe carbone au 1^{er} janvier 2010 contribuerait à l'inflation pour 0,3 point. Cette taxe sera prélevée sur les carburants à la pompe, le fioul domestique et le gaz naturel.

L'inflation des produits manufacturés se stabiliserait au premier semestre 2010

En octobre 2009, l'inflation des produits manufacturés est descendue à -0,2 %, après 0,0 % en juin. En effet, la baisse des cours du Brent et des matiè-

1 - Prix à la consommation en France



Source : Insee

res premières industrielles au second semestre 2008 continue de faire reculer l'inflation des produits manufacturés.

D'ici juin 2010, le glissement annuel des prix des produits manufacturés serait stable, autour de -0,2 % (cf. tableau). Les effets retardés de l'effondrement des prix du Brent fin 2008 seraient compensés par ceux du rebond des cours au second trimestre 2009. En outre, la faiblesse de la demande continue de peser sur les prix à la production et elle se répercute sur les prix à la consommation. Néanmoins, la hausse des prix des matières premières, entraînée par le redémarrage de l'activité, se diffuserait progressivement aux prix des produits manufacturés.

L'inflation des services serait en léger repli

Entre juin et octobre 2009, l'inflation des services a baissé à 1,9 % en glissement annuel. Elle resterait stable jusqu'à la fin de l'année 2009 (cf. tableau).

Au 1^{er} juillet, le taux de TVA appliqué au service de restauration à table est passé de 19,6 % à 5,5 %. Actuellement, environ 30 % de cette baisse aurait été répercutée sur les prix de ce secteur (cf. encadré). Les prix sont restés stables en septembre et en octobre et on ne suppose pas de répercussion supplémentaire. Dans les services de télécommunica-

tion, les mesures spécifiques prises pour faire baisser les prix ont commencé à produire leurs effets aux mois d'août et de septembre : les prix dans ce secteur se sont ainsi repliés de 0,5 % sur deux mois. En revanche, les prix des services de santé se redresseraient en fin d'année pour revenir sur une tendance moyenne observée par le passé.

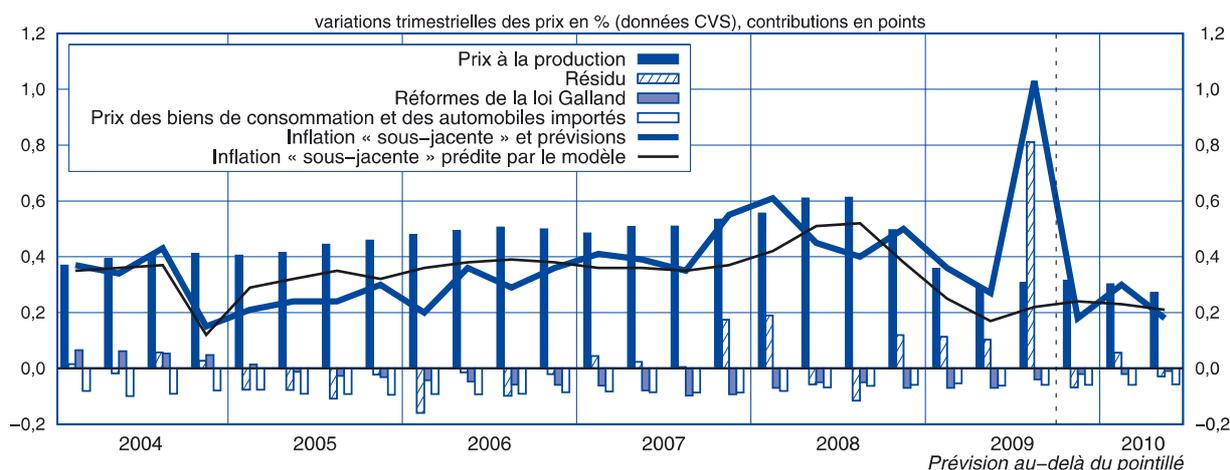
D'ici la mi-2010, le glissement annuel des prix des services reculerait à 1,6 %, sous l'effet notamment de la hausse du chômage et de la modération salariale qu'elle induit.

L'inflation énergétique serait soutenue par le redressement des cours du pétrole et par la taxe carbone

Le glissement annuel des prix de l'énergie deviendrait positif en fin d'année : il atteindrait 1,3 % en décembre 2009, après -11,2 % en octobre et -17,4 % en juin (cf. tableau). Cette hausse reflète en premier lieu la remontée des prix du pétrole entre la fin 2008 et la fin 2009 (cf. graphique 3).

En juin 2010, l'inflation énergétique augmenterait à 6,8 %. L'application de la taxe carbone au 1^{er} janvier 2010 contribuerait à cette hausse pour 3,3 points et pour 0,3 point à la hausse de l'inflation d'ensemble.

2 - Contributions à l'inflation sous-jacente trimestrielle



Note de lecture : la courbe représente l'inflation « sous-jacente » trimestrielle, que l'on explique par la croissance trimestrielle des prix à la production dans le secteur marchand, et des prix des biens de consommation et des automobiles importés. Une variable supplémentaire est introduite (« réformes de la loi Galland ») pour prendre en considération les effets baissiers sur les prix qu'induisent les réformes successives de la loi Galland entamées fin 2004. Les histogrammes représentent les contributions économétriques des variables à l'inflation « sous-jacente ». Par exemple, au premier trimestre de 2009, l'inflation « sous-jacente » s'est établie à 0,4 % ; les prix à la production expliquent 0,4 point, la variable « Réformes de la loi Galland » et les prix des biens de consommation et des automobiles importés contribuent négativement (respectivement de -0,1 point et -0,1 point). La contribution du résidu est alors positive pour ce trimestre à 0,1 point.

Le résidu positif au troisième trimestre de 2009 reflète l'augmentation des prix hors taxes dans la restauration.

Source : Insee

La hausse des prix agricoles soutiendrait l'inflation des produits alimentaires

De juin à octobre 2009, l'inflation dans le secteur de l'alimentation est restée stable à -0,4 % en glissement annuel. Elle remonterait ensuite à 0,3 % à la fin de l'année. Cet été, des conditions climatiques très favorables ont permis une production abondante de produits frais, alors que la demande de fruits et légumes est restée atone. En consé-

quence, les prix ont baissé bien en dessous des normales saisonnières. Les prix des produits frais devraient retrouver progressivement des niveaux plus habituels, ce qui induirait une remontée du glissement annuel.

En juin 2010, l'inflation dans ce secteur se redresserait à 1,7 % (cf. tableau). Le récent rebond des cours des matières premières alimentaires importées contribuerait également à cette hausse des prix. ■

Les prix à la consommation

évolutions en % et contributions en points

Regroupements IPC* (pondérations 2009)	décembre 2008		juin 2009		octobre 2009		décembre 2009		juin 2010		Moyennes annuelles		
	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	2007	2008	2009
Alimentation (16,5 %)	3,2	0,5	-0,4	-0,1	-0,4	-0,1	0,3	0,0	1,7	0,3	1,4	4,9	0,4
Tabac (1,7 %)	0,6	0,0	0,8	0,0	0,3	0,0	6,4	0,1	6,1	0,1	2,6	3,9	1,4
Produits manufacturés (31,5 %)	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	0,0	0,3	0,0
Énergie (7,2 %)	-7,0	-0,6	-17,4	-1,4	-11,2	-0,8	1,3	0,1	6,8	0,5	1,7	10,8	-12,1
<i>dont : produits pétroliers (4,2 %)</i>	-14,9	-0,7	-26,1	-1,3	-16,6	-0,7	3,9	0,2	10,3	0,4	1,5	14,8	-19,3
Services (43,0 %)	2,3	1,0	2,5	1,1	1,9	0,8	1,9	0,8	1,6	0,7	2,6	2,4	2,3
<i>dont : loyers-eau (7,4 %)</i>	2,5	0,2	2,9	0,2	2,6	0,2	2,4	0,2	2,4	0,2	3,5	2,5	2,8
<i>services de santé (5,1 %)</i>	0,8	0,0	0,9	0,0	0,8	0,0	1,2	0,1	2,1	0,1	2,4	1,4	0,9
<i>transports-communications (5,2 %)</i>	1,4	0,1	2,3	0,1	1,2	0,1	0,8	0,0	-0,2	0,0	0,6	1,6	1,7
<i>autres services (25,2 %)</i>	2,8	0,7	2,8	0,7	2,1	0,5	2,1	0,5	1,6	0,4	2,7	2,7	2,5
Ensemble IPC (100 %)	1,0	1,0	-0,5	-0,5	-0,2	-0,2	1,0	1,0	1,5	1,5	1,5	2,8	0,1
Ensemble hors énergie (92,8 %)	1,7	1,6	1,1	1,0	0,8	0,7	1,0	0,9	1,1	1,0	1,5	2,1	1,2
Ensemble hors tabac (98,3 %)	1,0	1,0	-0,5	-0,5	-0,2	-0,2	0,9	0,9	1,4	1,4	1,5	2,8	0,1
Inflation «sous-jacente» (61,9 %)⁽¹⁾	1,9	1,1	1,5	0,9	1,8	1,1	1,8	1,1	1,7	1,1	1,5	2,0	1,8
Ensemble IPCH*	1,2	1,2	-0,6	-0,6	-0,2	-0,2	1,1	1,1	1,6	1,6	1,6	3,2	0,1

Prévision

ga : glissement annuel.

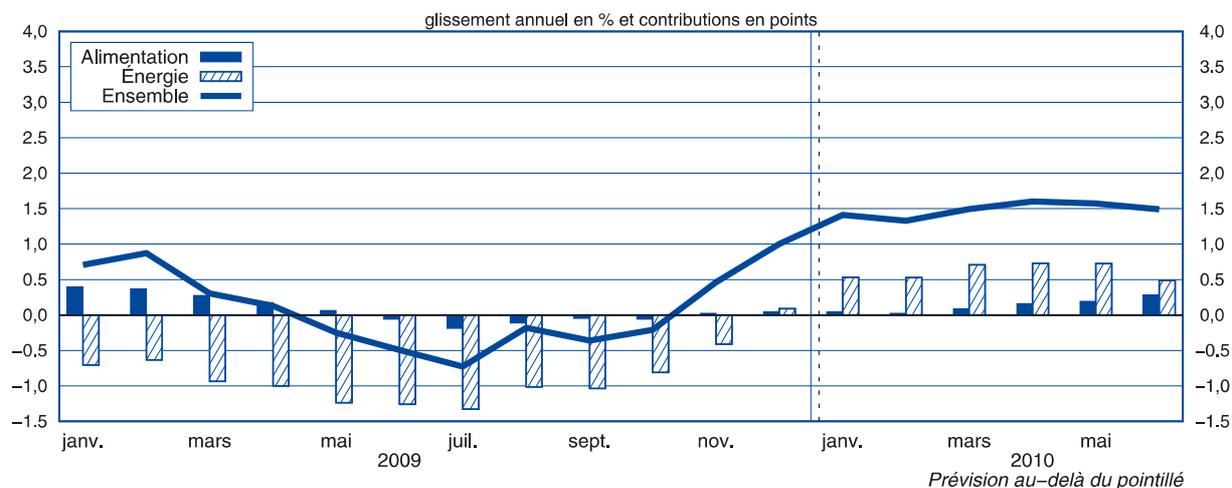
cga : contribution au glissement annuel.

* Indice des prix à la consommation (IPC) harmonisé (IPCH).

(1) Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales.

Source : Insee

3 - L'inflation en France : contributions des grands postes



Encadré : Impact de la baisse de la TVA dans la restauration à table

La TVA dans la restauration à table est passée de 19,6 % à 5,5 % au 1^{er} juillet 2009. Elle s'applique à un certain nombre de produits qui sont en majorité constituants d'un repas complet.

Si la baisse de la TVA était intégralement répercutée, les prix des produits concernés devraient baisser de 11,8 %, ce qui représente une diminution des prix de 6,7 % dans le secteur restaurants et cafés compte tenu du poids des produits concernés dans ce poste (les boissons alcoolisées sont notamment exclues du champ de cette mesure). La baisse de la fiscalité s'est accompagnée d'une suppression des aides accordées au secteur jusqu'à présent, si bien que la répercussion de la baisse de la TVA pourrait être inférieure à 100 %.

Les prix dans ce secteur ont baissé aux mois de juillet (-1,1 %), août (-0,2 %) et septembre (-0,1 %). Ils ont légèrement augmenté en octobre (+0,1 %). Si la baisse de la TVA n'était pas intervenue, on estime que les prix dans ce secteur auraient évolué comme les années précédentes, soit une hausse de 0,2 % par mois en moyenne. Aussi, pour juger de l'impact de la baisse de la TVA, faut-il comparer la baisse cumulée des prix depuis juillet (-1,3 %), aux hausses moyennes des années précédentes sur ces mêmes mois.

Au total, la baisse des prix estimée dans le secteur des restaurants et cafés atteint ainsi 2,0 %. Elle correspond à une répercussion sur les prix d'environ 30 % de la baisse de la TVA. ■

Emploi

Au second semestre 2009 et au premier semestre 2010, les secteurs marchands non agricoles continueraient de perdre des emplois. Mais les baisses d'effectifs s'atténueraient, en lien avec la reprise de l'activité amorcée au deuxième trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2009, l'emploi salarié marchand non agricole diminuerait ainsi de 451 000 postes (après -145 000 postes en 2008) puis de 126 000 au premier semestre. Le niveau de l'emploi dans les secteurs marchands reviendrait mi-2010 à celui de la mi-2003. En revanche, l'emploi salarié non marchand resterait dynamique au second semestre 2009 (+51 000 emplois). En 2010, il continuerait de croître mais moins nettement notamment car le nombre de bénéficiaires de contrats aidés se stabiliserait. Au total, 373 000 emplois seraient perdus sur l'ensemble de l'année 2009 et 109 000 le seraient au premier semestre 2010.

dérée depuis le deuxième trimestre, l'emploi marchand diminuant de plus de 90 000 postes par trimestre aux deuxième et troisième trimestres contre le double au premier trimestre.

À l'horizon de la prévision, la baisse de l'emploi se poursuivrait mais à un rythme progressivement plus modéré (cf. graphique 1). La reprise de l'activité amorcée au deuxième trimestre 2009 viendrait progressivement soutenir l'emploi, mais ne suffirait pas à le stabiliser. En effet, l'emploi s'ajuste avec un certain délai aux variations de l'activité, si bien qu'en phase de reprise économique, le redémarrage de l'emploi n'a lieu qu'au bout de quelques trimestres.

En conséquence, l'emploi dans les secteurs marchands baisserait de 172 000 postes au second semestre 2009 et de 126 000 postes au premier semestre 2010, après un recul de 279 000 postes au premier semestre 2009 (cf. tableau 1). Ainsi, le nombre de salariés des secteurs marchands non agricoles se situerait mi-2010 à son niveau de 2003 (cf. graphique 2).

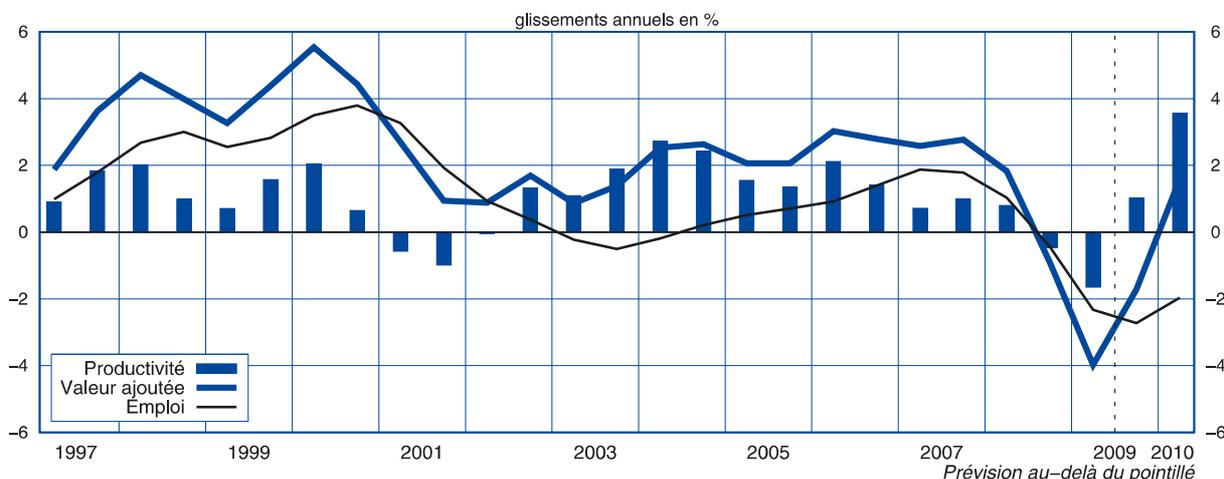
De moindres pertes d'emplois dans les secteurs marchands

L'emploi salarié dans les secteurs marchands recule depuis le deuxième trimestre 2008. Un an plus tard, près de 400 000 emplois ont été perdus. Cette dynamique de pertes d'emplois s'est mo-

La baisse du nombre de salariés dans l'industrie se poursuit

L'industrie perd structurellement des emplois mais la récession a accentué cette baisse : 97 800 postes ont ainsi été détruits sur le seul premier semestre 2009, contre 81 300 pour l'ensemble de l'année

1 - Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



Source : Insee, Comptes trimestriels et estimations d'emploi

2008 (cf. graphique 3). L'impact de la crise sur l'emploi industriel serait encore plus important si l'on tenait compte du recul de l'emploi dans l'intérim⁽¹⁾ : le nombre d'intérimaires en mission dans l'industrie a en effet très fortement diminué en 2008 (-94 300 postes) et au premier semestre 2009 (-45 300).

La contraction de l'emploi dans l'industrie devrait se poursuivre fin 2009 (-90 000 emplois au second semestre) et début 2010 (-63 000 au premier semestre). Le rebond de l'activité industrielle permettrait toutefois de modérer le recul de l'emploi dans ce secteur.

La construction continue de pâtir de la crise

L'emploi dans la construction a commencé à diminuer plus tardivement que dans les autres secteurs : le recul de l'emploi n'a débuté qu'à partir du quatrième trimestre 2008. L'ajustement de l'emploi à la baisse de l'activité n'est encore pas achevé : ainsi, au troisième trimestre 2009, les pertes d'emplois se sont encore accélérées dans la construction (-16 100 après -11 800 au deuxième trimestre). À l'horizon de la prévision, l'emploi dans le secteur de la construction baisserait encore (-30 500 et -24 400 respectivement au second semestre 2009 et au premier semestre 2010). Mais la baisse s'atténuerait, le repli de l'activité dans ce secteur se modérant progressivement (cf. fiche «Production»).

(1) Les intérimaires sont en effet comptabilisés dans le secteur tertiaire. Cf. infra

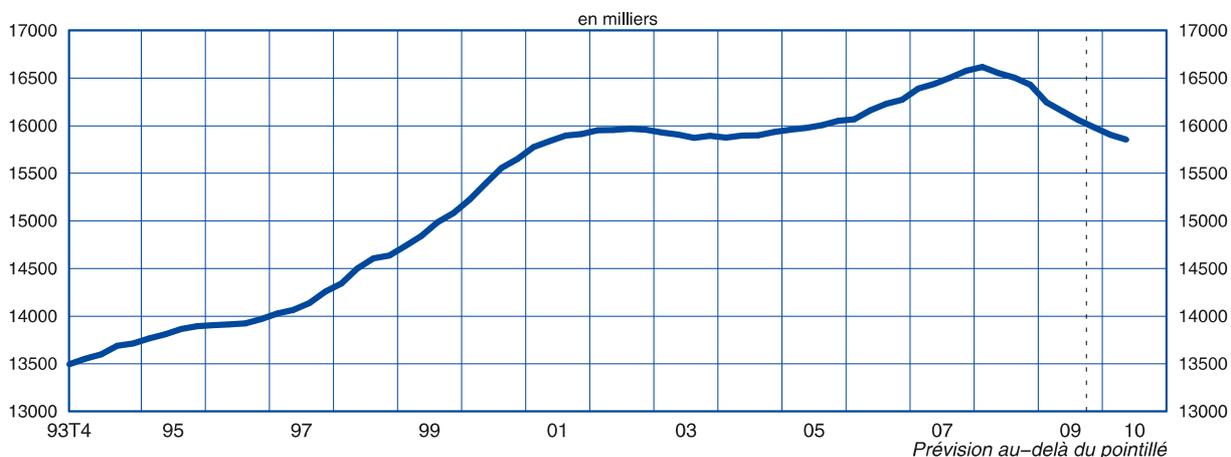
L'emploi dans le tertiaire marchand continuerait de se replier malgré le redressement de l'intérim

Fin 2008 et début 2009, l'ajustement de l'emploi au repli de l'activité s'est effectué en grande partie via la baisse du nombre d'intérimaires. Ceux-ci sont comptabilisés dans l'emploi tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils réalisent leur mission. À partir de 2008, l'emploi intérimaire a ainsi fortement baissé (-92 900 postes au deuxième semestre 2008 puis -84 800 au premier semestre 2009). Le secteur tertiaire hors intérim perdait aussi des emplois, mais dans des proportions plus limitées et uniquement depuis le début 2009 (-71 700 au premier semestre 2009). Au troisième trimestre 2009, l'intérim a nettement augmenté. Au total, nous prévoyons que l'emploi dans le tertiaire marchand serait en baisse au second semestre 2009 (-51 600) puis de façon moins prononcée au premier semestre 2010 (-38 400 postes).

Les secteurs non marchands seraient en revanche dynamiques

En 2009, l'emploi dans les secteurs non marchands serait très dynamique : 63 000 emplois seraient créés (après +30 000 en 2008). En effet, un nombre élevé d'entrées est prévu dans le contrat d'accompagnement vers l'emploi (CAE), nombre encore accentué par la création d'un « CAE passerelle » à destination des jeunes à l'été 2009. Ainsi, le nombre de bénéficiaires des contrats aidés du Plan de cohésion sociale (CAE et contrat d'avenir - CAV) progresserait nettement fin 2009, alors qu'il avait reculé en 2007 et en 2008 (cf. tableau 2). Par ailleurs, l'emploi privé des secteurs non marchands et l'emploi public non aidé continueraient de croître en 2009.

2 - Emploi salarié marchand non agricole



Source : Insee, estimations d'emploi

Au premier semestre 2010, l'emploi non marchand croîtrait toujours, mais sur un rythme beaucoup moins soutenu qu'au semestre précédent : +9 000 emplois. L'emploi privé dans ces secteurs progresserait encore tandis que l'emploi aidé se stabiliserait. Au cours de l'année 2010, sera mis en place le contrat unique d'insertion dans le secteur

non-marchand (CUI-CAE), regroupant le CAE et le CAV. Le nombre de personnes bénéficiant d'un des contrats CUI-CAE serait stable au premier semestre 2010, le nombre d'entrées prévues en CUI-CAE en 2010 étant équivalent à celui prévu pour 2009. ■

Tableau 1

Évolution de l'emploi

	Créations d'emploi sur la période (en milliers) CVS				Évolution de l'emploi sur la période (en %) CVS				Niveau de fin de période (en milliers) CVS			
	2008	2009 S1	2009 S2	2010 S1	2008	2009 S1	2009 S2	2010 S1	2008	2009 S1	2009 S2	2010 S1
Salariés du secteur concurrentiel (1)+(2)	-100	-266	-150	-108	-0,5	-1,5	-0,8	-0,6	18265	17999	17848	17741
Secteurs principalement marchands non agricoles (1) dont :	-145	-279	-172	-126	-0,9	-1,7	-1,1	-0,8	16431	16152	15980	15854
Industrie :	-81	-98	-90	-63	-2,3	-2,8	-2,6	-1,9	3513	3415	3325	3262
dont :												
Industrie manufacturière	-82	-100	-85	-56	-2,5	-3,2	-2,8	-1,9	3142	3042	2957	2902
Construction	9	-25	-30	-24	0,6	-1,7	-2,1	-1,7	1481	1456	1425	1401
Tertiaire essentiellement marchand	-72	-157	-52	-38	-0,6	-1,4	-0,5	-0,3	11437	11281	11229	11191
dont												
Commerce	10	-34	-54	-22	0,3	-1,1	-1,8	-0,8	3018	2984	2930	2908
Services marchands (y c. intérim)	-134	-141	-6	-39	-1,9	-2,1	-0,1	-0,6	6734	6594	6588	6549
Secteurs principalement non marchands (2) (établissements privés seulement)	44	14	21	18	2,5	0,7	1,2	1,0	1834	1847	1869	1887

	Créations d'emploi sur la période (en milliers) CVS				Évolution de l'emploi sur la période (en %)			
	2008	2009 S1	2009 S2	2010 S1	2008	2009 S1	2009 S2	2010 S1
Secteurs principalement marchands non agricoles	-145	-279	-172	-126	-0,9	-1,7	-1,1	-0,8
Salariés agricoles	-10	0	0	0	-3,6	0,0	0,0	0,0
Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés)	30	12	51	9	0,4	0,2	0,7	0,1
Non-salariés	15	8	8	8	0,6	0,3	0,3	0,3
EMPLOI TOTAL	-109	-260	-114	-109	-0,4	-1,0	-0,4	-0,4

■ Prévission

(1) Secteurs OQ privé

(2) Secteurs DE à MN + RU

Note de lecture : 150 000 emplois seraient perdus dans le secteur concurrentiel durant le second semestre de 2009.

Source : Insee

Tableau 2

Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non-marchand

En milliers

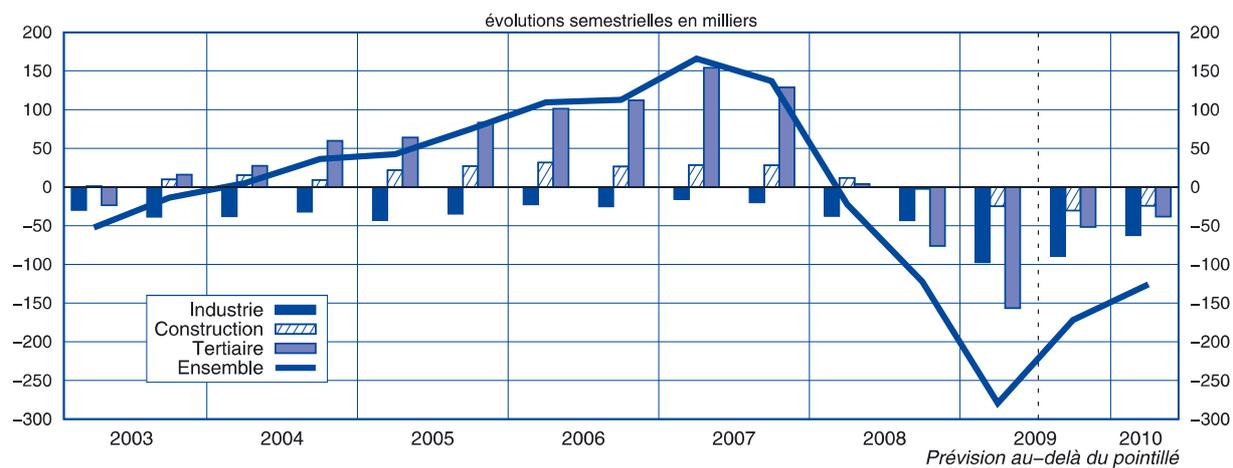
	2006	2007	2008	2009	2010 S1
Contrats Emploi Solidarité	-21	-	-	-	-
Contrats Emploi Consolidé	-36	-19	-1	0	0
Contrat unique d'insertion non-marchand (CUI-CAE- regroupe CAE+CAV)	105	-4	-58	51	1
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE)	45	-17	-48	54	
Contrats d'Avenir (CAV)	60	13	-10	-3	
Contrats Emploi-jeunes	-25	-19	-4	-3	-1
Total	23	-41	-63	48	0

■ Préviation

Champ : France métropolitaine

Source : Dares, calculs Insee

3 - Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles



Source : Insee, estimations d'emploi

Chômage

Depuis le deuxième trimestre 2009, la hausse du chômage s'est modérée. Au troisième trimestre, le taux de chômage s'établit ainsi à 9,1 % de la population active en France métropolitaine (9,5 % y compris Dom), soit son niveau d'avant la forte baisse de 2006-2007. Cette hausse plus modérée du chômage tient principalement à une baisse de l'emploi moins importante que les trimestres précédents, du fait de la reprise de l'activité.

Fin 2009 et début 2010, le taux de chômage continuerait d'augmenter, mais moins fortement que fin 2008 et début 2009. D'une part, l'économie continuerait de perdre des emplois, mais de façon plus modérée, en lien avec la reprise de l'activité amorcée au deuxième trimestre 2009. D'autre part, la population active serait encore en hausse. Ainsi, le taux de chômage atteindrait 9,4 % en moyenne en France métropolitaine au dernier trimestre 2009 (9,8 % y compris Dom), et 9,8 % au deuxième trimestre 2010 (10,2 % y compris Dom).

Le taux de chômage s'est établi à 9,1 % de la population active au troisième trimestre 2009

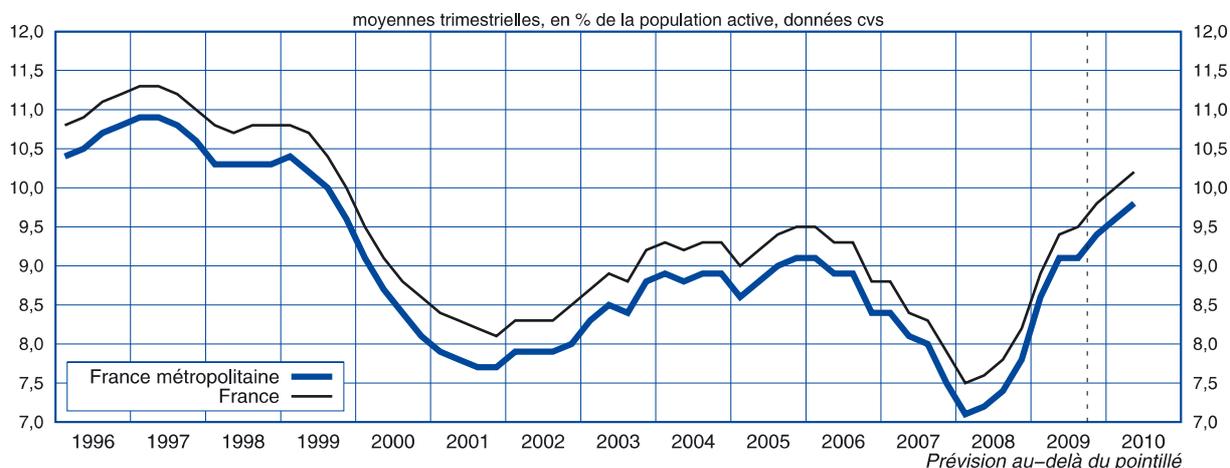
Depuis le deuxième trimestre 2009, la hausse du chômage s'est modérée. Ce ralentissement du chômage tient principalement à la reprise de l'acti-

tivité qui a freiné les pertes d'emplois (cf. fiche « Emploi »). Le taux de chômage s'établit ainsi à 9,1 % de la population active (soit environ 2,6 millions de personnes) au troisième trimestre, contre 8,6 % au premier trimestre et 7,1 % début 2008 (cf. tableau). Depuis le retournement de la conjoncture début 2008, le taux de chômage a ainsi augmenté de deux points ; il a retrouvé son niveau d'avant la forte baisse de 2006-2007 (cf. graphique 1).

Les jeunes toujours plus sensibles aux fluctuations de la conjoncture

Les jeunes sont plus sensibles que leurs aînés aux fluctuations de la conjoncture. Ainsi, le taux de chômage des actifs de 15 à 24 ans est reparti à la hausse dès le début 2008 : il a crû de 6,2 points entre le premier trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009, alors que la hausse du chômage des adultes de 25 à 49 ans a été plus tardive et moins importante (+1,7 point). Au troisième trimestre 2009, le taux de chômage des jeunes atteint ainsi 23,8 %, tandis que celui des 25 à 49 ans s'établit à 8,2 %. Toutefois, comme un grand nombre de jeunes poursuivent encore leurs études, la part des inactifs au sein de la population des 15 à 24 ans est élevée, si bien que la part des chômeurs dans la population totale des 15-24 ans est nettement plus faible : elle s'élève ainsi à 8,6 % en moyenne au

1 - Taux de chômage au sens du BIT



France = France métropolitaine+Dom
Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus
Source : Insee, enquête Emploi

troisième trimestre 2009, soit 1,3 point seulement au-dessus de la part des chômeurs de 25 à 49 ans dans la population totale de cette tranche d'âge.

Chez les seniors de 50 ans ou plus, la hausse du chômage a été comparable à celle des 25-49 ans : +1,5 point entre le premier trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009. Leur taux de chômage au troisième trimestre 2009 s'est ainsi établi à 6,2 % de la population active de 50 ans ou plus.

Entre fin 2009 et début 2010, le taux de chômage enregistrerait une hausse plus modérée

Fin 2009 et début 2010, le taux de chômage continuerait d'augmenter, mais moins fortement que pendant la récession (cf. graphique 1) : il s'établirait à 9,4 % de la population active en France métropolitaine au dernier trimestre 2009 (9,8 % y compris Dom) et à 9,8 % au deuxième trimestre 2010 (10,2 % y compris Dom), soit son plus haut niveau depuis 1999. La hausse du chômage serait moins forte parce que les pertes d'emploi continueraient sur un rythme plus modéré (cf. fiche « Emploi »), et que la population active augmenterait moins fortement que sur le passé.

D'une part, l'économie continuerait de perdre des emplois malgré la reprise de l'activité. En effet, l'emploi s'ajuste avec un certain décalage aux variations de l'activité, si bien qu'en phase de reprise économique, le redémarrage de l'emploi n'a lieu qu'au bout de quelques trimestres. D'autre part, la population active continuerait de croître, mais sur un rythme plus faible qu'auparavant. La contribution démographique, c'est-à-dire de la population et du taux d'activité tendanciel, serait toujours positive mais de moins en moins dynamique : +24 000 personnes au premier semestre 2010, après +74 000 personnes en 2009. Ce ralentissement tient à un effet de structure : la hausse du nombre de personnes en âge de travailler est aujourd'hui tirée par les seniors (55-64 ans), dont le taux d'activité est inférieur à celui des plus jeunes⁽¹⁾. En sens inverse, mais de façon marginale, la dégradation de la conjoncture découragerait environ 16 000 personnes d'entrer sur le marché du travail en 2009, et 4 000 au premier semestre 2010 (effets de « flexion »⁽²⁾). ■

(1) Cf. dossier « Emploi, chômage, activité : du constat à la prévision », Note de conjoncture de mars 2008.

(2) Lorsque la conjoncture est mal orientée, une partie de la population peut renoncer à entrer sur le marché du travail, ou préfère en sortir (les jeunes peuvent décider de continuer leurs études, des chômeurs peuvent cesser leurs recherches d'emploi, etc.). Symétriquement, une conjoncture bien orientée incite plus de personnes à se positionner sur le marché du travail. Ce phénomène est appelé « effet de flexion ».

Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

en moyenne trimestrielle, en milliers

	2008 T1	2008 T2	2008 T3	2008 T4	2009 T1	2009 T2	2009 T3	2009 T4	2010 T1	2010 T2	2007	2008	2009	2010 S1*
	Variations trimestrielles										Variations annuelles			
Population des 15-64 ans	39	35	33	32	31	34	32	23	8	-7	204	139	120	1
Population des 15-59 ans	-23	-26	-28	-30	-31	-30	-29	-27	-23	-20	-76	-108	-118	-43
Population active	-43	31	-2	81	96	25	-60	15	10	8	111	67	75	18
dont :														
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	9	4	6	11	15	19	21	19	13	11	64	29	74	24
(b) Effets de flexion estimés	8	-1	-2	-3	-5	-5	-3	-3	-2	-2	45	2	-16	-4
(c) Effets estimés des politiques publiques	-3	-15	-11	-7	-5	-2	-8	-2	-1	-1	28	-36	-17	-2
(d) Autres fluctuations de court terme (résidu)	-57	43	6	80	90	14	-70	0	0	0	-26	72	34	0
Emploi	63	-3	-46	-52	-118	-130	-73	-57	-60	-55	342	-37	-378	-115
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	48	-54	-38	-65	-171	-88	-59	-55	-65	-44	345	-109	-373	-109
Chômage BIT	-106	34	44	133	214	154	13	71	70	62	-232	104	453	133
	Moyenne trimestrielle										Moyenne au dernier trimestre de la période			
Taux de chômage BIT (%)														
France métropolitaine	7,1	7,2	7,4	7,8	8,6	9,1	9,1	9,4	9,6	9,8	7,5	7,8	9,4	9,8
France (y compris Dom)	7,5	7,6	7,8	8,2	8,9	9,4	9,5	9,8	10,0	10,2	7,9	8,2	9,8	10,2

Prévision

Note de lecture : emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1 % de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

* Variation semestrielle

Source : calculs Insee

Salaires

En 2009, le salaire mensuel de base (SMB) ralentirait : il croîtrait de 2,2 %, après +3,0 % en 2008, du fait de la baisse de l'inflation et de la hausse du chômage. Le salaire moyen par tête (SMPT) ralentirait également (+1,7 % après +3,0 % en 2008), ce ralentissement incluant une baisse des primes. Cette croissance modérée se poursuivrait sur le premier semestre 2010.

En termes réels, les salaires suivraient un profil inverse, les fluctuations des prix étant répercutées avec retard : +2,4 % pour le SMB en 2009 après +0,2 % en 2008, et +1,9 % pour le SMPT après +0,2 % en 2008. A contrario, début 2010, les salaires réels ralentiraient fortement, du fait de la reprise de l'inflation dès la fin 2009. Ainsi à l'issue du premier semestre, l'acquis de croissance serait quasi nul en termes réels pour le SMB et pour le SMPT (-0,1 %).

Dans les administrations publiques, le salaire moyen par tête ralentirait aussi notablement (+1,1 % en 2009 contre +2,6 % en 2008). Cependant, comme dans le secteur marchand, le SMPT réel des administrations publiques accélérerait (+1,3 %) après la légère baisse de 2008 (-0,2 %). Début 2010, il accélérerait de nouveau en termes nominaux mais ralentirait en termes réels.

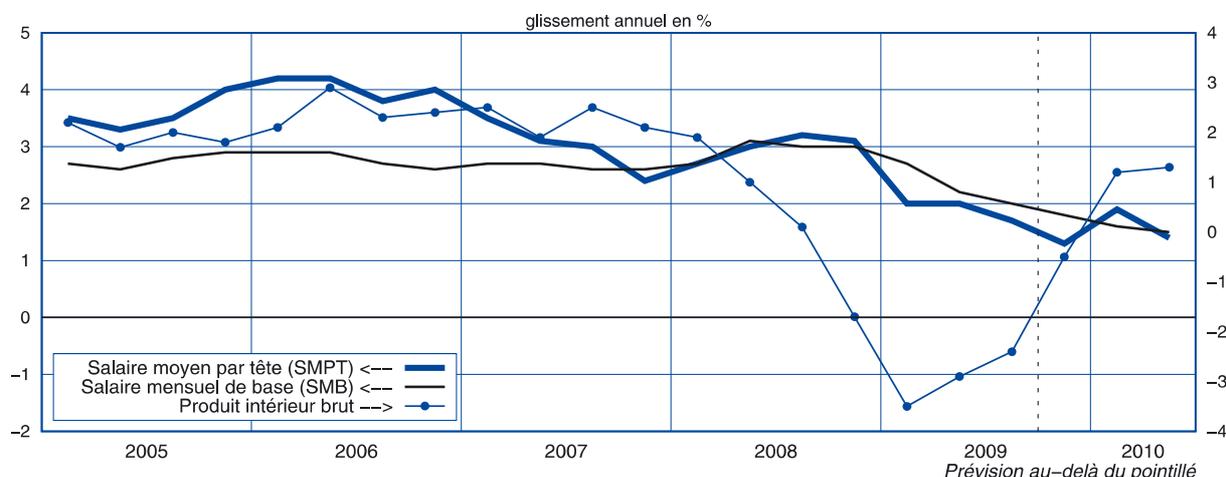
Les salaires nominaux ralentiraient en 2009...

En 2009, le salaire mensuel de base (SMB) nominal progresserait moins vite qu'en 2008 (+2,2 % après +3,0 %, cf. tableau et graphique). D'une part, la poursuite de la dégradation du marché du travail (cf. fiches « Emploi » et « Chômage ») pèserait sur les salaires. D'autre part, la hausse des salaires nominaux serait moins forte en raison du net ralentissement des prix observé depuis mi-2008 (cf. fiche « Prix à la consommation »).

En particulier, la quasi-stabilité des prix sur l'année 2009 a limité la revalorisation du Smic au 1^{er} juillet. En effet, cette revalorisation prend notamment en compte l'évolution des prix de mai à mai. Ainsi, le Smic n'a augmenté en glissement annuel que de 1,3 % au 1^{er} juillet 2009, contre 3,2 % au 1^{er} juillet 2008.

De même, le salaire moyen par tête (SMPT) ralentirait en 2009 (+1,7 % contre +3,0 % en 2008). Outre les effets négatifs de la hausse du chômage et du recul de l'inflation, qui freineraient le SMPT comme le SMB, les primes de résultats versées au premier trimestre dans le tertiaire ont été en forte baisse ; les sociétés financières ont notamment versé à leurs cadres des primes moins importantes début 2009 que les années passées.

Évolution du salaire moyen par tête*, du salaire mensuel de base et du PIB



* Champ : secteur marchand non agricole
Sources : Dares, Acoss, Insee

... mais les salaires réels accéléreraient nettement

En termes réels, les salaires accéléreraient très fortement en 2009 : le SMB augmenterait de 2,4 %, après +0,2 % en 2008, et le SMPT de 1,9 % après +0,2 % en 2008. En effet, en 2009, les salaires nominaux ralentiraient moins que l'inflation, du fait de l'indexation partielle et décalée des salaires sur les prix. Ainsi, les salaires réels croîtraient à nouveau plus nettement que l'année précédente.

Début 2010, la croissance des salaires serait très modérée

Au premier semestre 2010, les salaires nominaux augmenteraient sur un rythme légèrement inférieur à celui du semestre précédent. La hausse du chômage, bien que moins importante qu'au second semestre 2009, continuerait de peser sur les salaires. De même, le recul de l'inflation qui a eu lieu en 2009 pèserait sur la progression des salaires début 2010. À l'inverse, à partir de 2010, la revalorisation du Smic se fera au 1^{er} janvier. L'augmentation, qui serait d'environ 0,5 % si la stricte revalorisation en fonction de l'évolution de l'inflation et du salaire ouvrier était appliquée, soutiendra donc un peu la croissance des salaires sur le premier semestre. Au total, les acquis de croissance sur le premier semestre 2010 seraient positifs : +1,2 % pour le SMB et pour le SMPT.

En revanche, en termes réels, les salaires seraient freinés par l'augmentation des prix qui se poursuivrait début 2010. Ainsi, pour 2010, les acquis de croissance à l'issue du premier semestre seraient très faibles : -0,1 % pour le SMB et le SMPT.

Les salaires ralentiraient en 2009 dans les administrations publiques

Parallèlement à l'augmentation du Smic, l'indice minimum de la Fonction publique a augmenté de 2 points au 1^{er} juillet 2009. De plus, le point d'indice de la Fonction publique a été revalorisé de 0,5 % en juillet 2009, puis de 0,3 % en octobre. Enfin, le dispositif de Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) devrait être reconduit en fin d'année. Malgré ces mesures, le SMPT des administrations publiques croîtrait moins vite en 2009 qu'en 2008 (+1,1 % après +2,6 %) ; mais en termes réels, il accélérerait grâce au reflux de l'inflation (+1,3 % après -0,2 % en 2008).

La tendance s'inverserait début 2010 : le SMPT nominal des administrations publiques accélérerait légèrement et le SMPT réel ralentirait nettement. À l'issue du deuxième trimestre 2010, l'acquis de croissance serait de +1,6 % pour le SMPT nominal et de +0,3 % pour le SMPT réel. ■

Évolution du salaire mensuel de base (SMB) et du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

évolutions en %

Données CVS	Taux de croissance trimestriels						Moyennes annuelles		
	2009				2010		2008	2009	2010 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Salaire mensuel de base (SMB)	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	3,0	2,2	1,2
Salaire moyen par tête (SMPT)									
- dans le secteur marchand non agricole (SMNA)	-0,4	0,8	0,5	0,3	0,3	0,3	3,0	1,7	1,2
- dans les administrations publiques (APU)	-	-	-	-	-	-	2,6	1,1	1,6
Indice des prix à la consommation des ménages (IPC)	-0,3	-0,1	0,2	0,3	0,7	0,3	2,8	-0,2	1,3
SMB réel	0,8	0,5	0,2	0,1	-0,4	0,0	0,2	2,4	-0,1
SMPT réel (SMNA)	-0,1	0,9	0,3	0,0	-0,4	0,0	0,2	1,9	-0,1
SMPT réel (APU)	-	-	-	-	-	-	-0,2	1,3	0,3

■ Préviation

Sources : Dares, Insee

Le SMB et SMPT, les deux indicateurs de salaires utilisés dans la Note de conjoncture

Le salaire mensuel de base (SMB) : la rémunération du travail, à structure constante

L'évolution du salaire mensuel de base (SMB) reflète la variation moyenne des salaires, à structure de qualification constante. Cet indice est estimé à partir de l'enquête trimestrielle Acemo de la Dares (enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre). Cette enquête concerne chaque trimestre 20 000 à 30 000 établissements ou entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel non agricole. Le SMB est relevé pour 16 catégories professionnelles. Chaque établissement ou entreprise déclare le salaire de base d'un poste de travail considéré comme représentatif d'une catégorie professionnelle. Ce poste de travail est suivi au fil des enquêtes. Le SMB exclut les primes et les gratifications de toute nature, ainsi que la rémunération des heures supplémentaires.

Le salaire moyen par tête (SMPT) : le revenu versé par l'ensemble des entreprises

L'évolution du salaire moyen par tête (SMPT), tel qu'il est calculé par les Comptes nationaux, reflète celle des salaires versés par l'ensemble des entreprises. Cet indicateur résulte de la comparaison des évolutions de la masse salariale totale et du nombre de salariés, qui sont toutes deux mesurées à partir de sources exhaustives (données fiscales auprès des entreprises). Par rapport au SMB, il prend notamment en compte les très petites entreprises, et intègre les effets de structure (évolution des qualifications, de la part du temps partiel), conjoncturels (niveau des heures supplémentaires) et saisonniers (primes). ■